

# PRIX DU MEILLEUR ARTICLE FINANCIER

Rigueur de l'analyse, attractivité et originalité du style, vertu pédagogique : les ingrédients d'une réussite depuis 16 ans !

**2017**

Catégorie "Jeunes journalistes"

**Marie DANCER**

***La Croix***

"Theresa May cherche  
encore sa voie"



La première ministre britannique ne cesse d'exprimer sa préoccupation à l'égard des victimes de « la libéralisation et de la mondialisation »

S'apprête-t-elle à tourner la page du libéralisme incarné par Margaret Thatcher et ses successeurs, y compris travaillistes?

La présentation aujourd'hui de la loi de finances rectificative de son gouvernement doit donner des premières indications concrètes.

# Theresa May cherche encore sa voie

Le gouvernement britannique présente aujourd'hui sa loi de finances rectificative.

Il s'agit du premier acte de politique économique et budgétaire pour Theresa May.

Londres  
De notre envoyée spéciale

Ce soir-là, elle ne portait pas ses chaussures « léopard » fétiches mais des escarpins rouge vif, assortis à sa longue robe. Certains n'ont pas manqué d'y voir un symbole des positions prises par Theresa May : depuis sa nomination en juillet, la première ministre britannique égrène dans ses discours des idées aux accents plus de gauche que conservateurs. Lundi 14 novembre, lors d'un banquet officiel, elle a une nouvelle fois exprimé sa préoccupation à l'égard de ceux que « la libéralisation et la mondialisation ont laissés de côté. »

« Il n'y a pas de contradiction entre cautionner la mondialisation qui a apporté un niveau sans précédent de richesses, et affirmer qu'elle doit être gérée pour profiter à tous », a-t-elle affirmé. Tous, c'est-à-dire aux familles qui « arrivent tout juste à s'en sortir » – désormais connues outre-Manche sous l'acronyme de Jams – *just about managing*. Des familles fatiguées, aussi, par dix ans d'austérité budgétaire et de stagnation salariale – une durée inédite –, et de hausse ininterrompue du prix des logements.

Paradoxe troublant : la conservatrice Theresa May en appelle ainsi à un interventionnisme accru dans l'économie, partout où « les marchés ne fonctionnent pas ». « Il est temps de se rappeler le bien que l'État peut faire », a-t-elle ainsi lancé devant son parti conservateur, en congrès le 5 octobre. Elle fait la promotion d'une « stratégie industrielle », veut ralentir la réduction des déficits,

réaliser des investissements publics dans les infrastructures, et dénonce les mauvaises pratiques des entreprises.

Theresa May serait-elle une « conservatrice rouge », une *Red Tory*, du nom d'un ouvrage paru en 2010 (1) ? S'apprête-t-elle à tourner la page du libéralisme incarné par Margaret Thatcher, conforté par l'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis et largement repris par ses successeurs, y compris travaillistes ? « Il faut rester très prudent », souligne le politologue Anand Menon. *Pour le moment, elle s'est contentée de généralités. Attendons des actes.* La loi de finances rectificative, qui doit être présentée aujourd'hui par le chancelier de l'Échiquier, lord Philip Hammond, devrait apporter de premiers éléments de réponse. Avant-hier, Theresa May a déjà annoncé, devant le CBI (l'équivalent du Medef) des investissements d'infrastructures (2) et en recherche et développement, et une baisse de l'impôt sur les sociétés à 17% (20% actuellement).

**« Elle ne parle pas de réformer le capitalisme en profondeur, ni d'une intervention massive de l'État en matière d'industrie. »**

Pour Torsten Bell, du laboratoire d'idées indépendant Resolution Foundation, « sa forte préoccupation à l'égard de la classe ouvrière rompt avec ses prédécesseurs conservateurs. Pour autant, elle reste économiquement libérale : elle ne parle pas de réformer le capitalisme en profondeur, ni d'une intervention massive de l'État en matière d'industrie. La nouveauté, c'est qu'à ses yeux, l'État peut faire partie des solutions, alors qu'il

était un problème aux yeux de Margaret Thatcher. » Pourtant, la Dame de fer n'avait pas hésité à intervenir auprès de Renault, dans les années 1980, pour obtenir le maintien du constructeur outre-Manche. Une initiative récemment répétée par Theresa May auprès de Carlos Ghosn, le patron de Renault-Nissan, qui a annoncé l'assemblage prochain de deux nouveaux modèles sur l'île.

Une page s'est tournée, estime Phillip Blond, auteur de l'ouvrage *Red Tory* : « Le néolibéralisme est fini en Occident. Theresa May cherche une alternative. En réalité, elle n'est pas post- mais pré-Thatcher : elle renvoie au conservatisme de son lointain prédécesseur, Benjamin Disraéli, au XIX<sup>e</sup> siècle, qui critiquait le capitalisme et prônait une intervention de l'État dans l'économie. » « Avec la victoire de Trump, on vit un moment post-libéral, renchérit le député travailliste modéré Stephen Kinnock. Theresa May l'a compris et essaie de le montrer. »

Originaire, comme Margaret Thatcher, d'un milieu modeste et provincial, la première ministre revendique sa différence avec David Cameron et George Osborne, issus de l'élite urbaine. Une élite à qui elle reproche d'avoir « ignoré les sentiments des perdants de la mondialisation à l'égard de la migration », décrypte Torsten Bell.

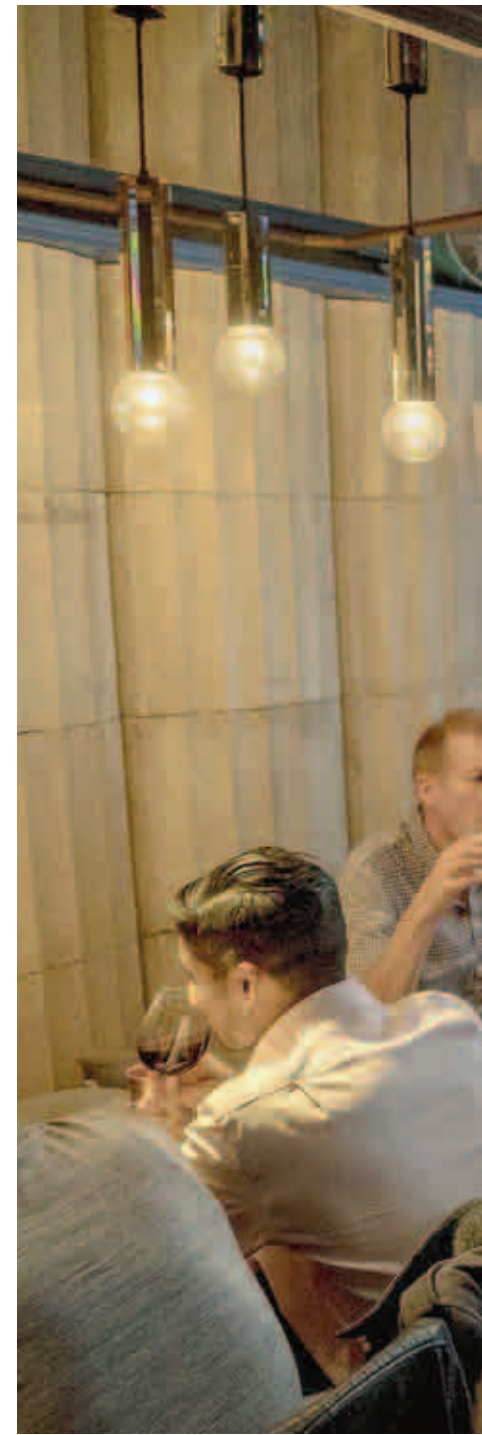
Sans toutefois verser dans le protectionnisme revendiqué par Donald Trump, la volonté de Theresa May de contrôler l'immigration est difficile à interpréter. Coup de barre à droite ? Rupture avec ses prédécesseurs, y compris Maggie Thatcher, chantres de l'ouverture intégrale des frontières ? « Les temps ont changé, l'Union européenne s'est agrandie à l'est et affronte la crise des migrants. En outre, la libre circulation n'incluait pas l'accès aux allocations sociales, avance Charles Moore, biographe officiel de la Dame de fer. Margaret Thatcher aurait pu se sentir en empathie avec cette reprise de contrôle des frontières. »

**« Theresa May veut à la fois le contrôle de l'immigration et l'accès au marché unique européen. Si l'UE le lui refuse, elle privilégiera le contrôle des frontières. »**

« Theresa May veut le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire le contrôle de l'immigration et l'accès au marché unique européen, explique Jonathan Portes, du National Institute of Economic and Social Research. Mais si l'UE le lui refuse, elle privilégiera le contrôle des frontières, car c'est le message envoyé par les électeurs pro-Brexit. » Quitte à inquiéter les patrons sur la fermeture des frontières aux immigrés (*lire page suivante*). « Certains ici estiment que le changement culturel lié à l'immigration va trop vite, Theresa May entend ce message », décrypte Torsten Bell. « Elle cherche à se situer économiquement à gauche et socialement à droite », renchérit Gary Gibbon, éditorialiste sur la chaîne Channel News.

Reste à voir les actes qu'elle posera. « Ce n'est pas la première personnalité à parler réindustrialisation sans que cela soit suivi d'effet », rappelle le politologue Tim Bale, à l'université Queen Mary de Londres. Elle a déjà renoncé, avant-hier, à son idée d'installer des salariés dans les conseils d'administration des entreprises. Cela rend « creux ses discours sur le nécessaire changement dans la gestion des entreprises », déplore Neil Foster, du syndicat GMB. *L'écart entre les super riches et le reste de la société va malheureusement se poursuivre.*

Theresa May doit gérer des intérêts contradictoires au sein même



de son gouvernement, entre partisans d'un Brexit dur et ceux favorables à une sortie apaisée de l'Union, ce qui explique des décisions parfois erratiques. Si elle bénéficie pour l'instant du soutien des membres de son parti, « ils ne la laisseront jamais entreprendre des changements radicaux », analyse le député Stephen Kinnock. Elle cherche, comme d'autres Tories par le passé, à gagner des électeurs travaillistes désabusés par le positionnement de leur leader Jeremy Corbyn, jugé trop extrême. »

En fin de compte, prévient Jonathan Portes, « elle risque d'être phagocytée par le Brexit, et n'aura pas de temps à consacrer aux autres dossiers. C'est sur sa gestion de ce chantier qu'elle sera jugée. Et sur rien d'autre ».

Marie Dancer

(1) *Red Tory*, de Phillip Blond, Ed. FF, 2010.

(2) Elle avait confirmé les centrales nucléaires d'Hinkley Point, la création d'une troisième voie vers l'aéroport d'Heathrow et l'extension de la ligne à grande vitesse vers le nord du pays.

Dans un restaurant grec de Londres. Près 600 000 Européens de l'Est travaillent en Grande-Bretagne, à la grande satisfaction des entreprises locales. Andrew Testa/Panos/Rea



## repères

### Le calendrier du Brexit

**2 octobre 2016.** La première ministre britannique Theresa May annonce qu'elle déclenchera l'article 50 du traité de Lisbonne d'ici à la fin mars 2017, qui prévoit la sortie d'un pays de l'Union européenne. Une fois que la date sera officialisée, l'UE et la Grande-Bretagne auront alors en théorie deux ans pour préparer le Brexit.

**Début novembre.** La Haute Cour de Londres, saisie par des particuliers, statue que les députés britanniques devront voter sur le lancement du processus. Le gouvernement fait appel devant la Cour suprême.

**21 novembre.** Le ministre britannique du Brexit, David Davis, rencontre pour la première fois, à Bruxelles, le négociateur en chef du Brexit pour la Commission européenne, Michel Barnier, avant de se rendre hier à Strasbourg, devant le Parlement européen.

**À partir du 5 décembre.** Le recours du gouvernement britannique doit être examiné par la Cour suprême. L'Écosse et le pays de Galles ont obtenu de prendre part à l'audience. La décision n'est pas attendue avant janvier.

# Ces migrants peu qualifiés qui font tourner l'économie

— Les restaurants, bars et épicerie de la capitale souffriraient pour remplacer leurs employés étrangers peu ou pas qualifiés.

Londres  
De notre correspondant

Big Fernand a ouvert ses portes il y a un an et demi dans le centre de Londres, à deux pas du British Museum. Ce restaurant français spécialisé dans le hamburger emploie une douzaine de personnes, actuellement toutes étrangères. Alors que le premier ministre a assuré vouloir mettre fin à la liberté de mouvement des travailleurs européens, son responsable Mathieu Durand admet que « cela compliquerait notre organisation, car nous employons au minimum 60 % de Français, qui ont l'avantage de connaître les produits que nous vendons ». Serait-ce parce

que seuls les étrangers acceptent les salaires et horaires proposés ? « Difficile à dire », répond-il.

Un aperçu dans les restaurants, bars et épicerie de la capitale permet d'imaginer la révolution à laquelle s'attend le secteur des services avec le Brexit. La majorité de leurs employés sont des étrangers peu ou pas qualifiés. Un statut peu envié depuis que la ministre de l'intérieur, Amber Rudd, en a fait sa nouvelle cible. Elle a récemment assuré vouloir « réduire l'immigration nette tout en s'assurant que nous attirons les plus intelligents et les meilleurs ».

La forte implication du gouvernement sur cette thématique depuis le référendum du 23 juin explique sans doute la frilosité généralisée des employeurs pour aborder un sujet devenu sensible. Exemple caractéristique, le patron des boulangeries Paul pour le Royaume-Uni s'était longuement

« *Le type de travail dans nos entreprises est très peu attractif pour les travailleurs britanniques.* »

exprimé courant juillet sur les difficultés considérables que poserait la fermeture des frontières pour l'embauche d'employés.

Contacté la semaine dernière, il n'a pas répondu à nos demandes. Peut-être par crainte de se retrouver dans le collimateur des autorités après que des ministres ont exprimé il y a un mois et demi leur volonté d'obliger « les entreprises à clarifier la part de leur main-d'œuvre internationale ».

Cette mise au pilori risque de remettre en cause les avantages dont ont bénéficié au cours de

ces douze dernières années les employeurs britanniques. « Les migrants d'Europe de l'Est ont transformé l'économie britannique après leur arrivée massive à partir de 2004 », assure Douglas McWilliams, le président du Centre de recherche des affaires et du commerce, un laboratoire d'idées très en vue. « Ils ont accru la main-d'œuvre de 2 %, ce qui a permis de maintenir bas les coûts du travail en raison de la concurrence qu'ils représentaient. Résultat, l'économie est repartie de l'avant pendant cinq ans, alors qu'elle commençait à ralentir. »

Un rapport publié en 2014 par le Comité consultatif sur la migration souligne la perception extrêmement positive des employeurs à l'égard des 578 000 migrants sous-qualifiés venus d'Europe de l'Est.

Basée à Southampton, la société de recrutement ADS est impliquée dans les trois secteurs friands de

ces travailleurs (l'agriculture, l'agroalimentaire et l'hôtellerie-restauration). Elle avoue recommander surtout des Polonais parce que « le type de travail que nos entreprises fournissent – temporaire, avec des heures de travail imprévisibles et peu compatibles avec la vie sociale – est très peu attractif pour les travailleurs britanniques ».

Cette disponibilité tous azimuts n'est pas la seule raison de leur bonne réputation. « La principale motivation pour l'embauche des étrangers est le manque de qualification de base des Britanniques », clame Seamus Nevin de l'Institut des directeurs, la plateforme des petites et moyennes entreprises.

L'étude du comité consultatif sur la migration confirme ce constat : « Les postulants britanniques ne disposent pas des bases requises en mathématiques et en écriture. »

Tristan de Bourbon

# PRIX DU MEILLEUR ARTICLE FINANCIER

Rigueur de l'analyse, attractivité et originalité du style, vertu pédagogique : les ingrédients d'une réussite depuis 16 ans !

**2017**

Catégorie "Journalistes confirmés"

**Pascal RICHE**

*L'Obs*

"Le sardex : la petite monnaie qui monde, qui monte"



---

# Sardaigne

par PASCAL RICHÉ, ENVOYÉ SPÉCIAL À CAGLIARI  
ET À SERRAMANNA

---





# Le sardex, la petite monnaie qui monte, qui monte

Sans bruit, **ce système d'échange alternatif** aide l'île à amortir la crise. Une initiative qui fonctionne si bien qu'elle est clonée dans toute l'Italie

*Carlo Mancosu  
et Gabriele Littera,  
deux des fondateurs  
du réseau Sardex,  
sur la place  
de Serramanna.*

Quelque part en Sardaigne, dans une bourgade du Medio Campidano, une des régions les plus pauvres d'Europe, vivait un menuisier, Roberto.

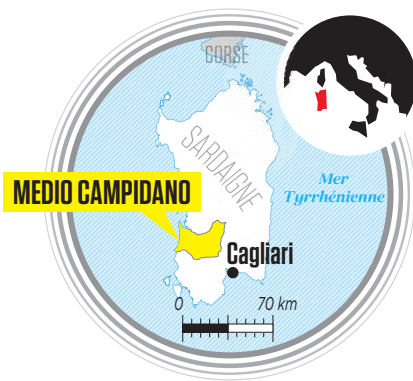
Sa maison était accolée à d'autres, à la lisière de Serramanna, non loin de gigantesques cuves vinicoles abandonnées, là où commencent les champs d'artichauts. Après une catastrophe venue d'un pays lointain qu'on appelait Wall Street, il avait perdu son emploi et décidé de se mettre à son compte. Dans le garage de son pavillon, il avait installé son atelier : scies, raboteuses, ponceuses, dégauchisseuses. Mais les clients étaient très rares. Roberto et sa femme devaient limiter les dépenses, y compris alimentaires. En 2015, le menuisier se demandait s'il n'allait pas fermer son affaire et rejoindre son frère aîné, Salvatore, jardinier, au bord du lac de Constance, en Allemagne.

Et puis un jour, un bon génie se présentant comme « broker » le contacta et lui dit qu'un bijoutier, à 20 kilomètres de là, avait besoin de refaire sa boutique. Mais attention, s'il acceptait le travail, le prévoyait-il, il ne serait pas payé en euros, mais

en sardex. Roberto réfléchit, et décida d'accepter : il devint alors, en novembre 2015, membre du réseau Sardex. Et une fois le travail pour le bijoutier réalisé, comme par magie, les commandes se mirent à affluer.

Pendant qu'il me raconte son conte de fées, Roberto Montis, 41 ans, se montre euphorique. « *J'ai maintenant le problème inverse : trop de travail.* » Son chiffre d'affaires a triplé, et désormais il paie presque tout en sardex : son bois, son vernis, sa nourriture. Il s'est même offert « *un matelas d'une valeur de 2 400 euros* ». Croyez qu'il dort bien ! « *Je dois encore accepter quelques commandes en euros, pour payer les impôts et l'électricité* », dit-il. Attiré par ce retour de fortune, son frère est revenu d'Allemagne pour tenter sa chance au pays.

Cette histoire d'artisan ou de commerçant sauvé par Sardex pourrait être racontée avec des personnages différents dans le rôle principal. Un forgeron, Bruno. Un patron de trois boutiques de prêt-à-porter à Cagliari, Simone. Un hôtelier, restaurateur et promoteur immobilier, Stefano... ➤



## LA SARDAIGNE ET LE SARDEX EN CHIFFRES

**Population :** 1,6 million (5 fois plus que la Corse).  
**Densité :** 68 hab./km<sup>2</sup> (Italie : 200 hab./km<sup>2</sup>)  
**PIB :** 33 milliards d'euros (2,1% du PIB italien).  
**PIB par habitant :** 19 791 euros (contre 26 548 euros pour l'Italie).  
**Chômage :** 10% en 2007, 18,6% en 2014.  
**Chômage des jeunes :** 56% (moyenne européenne : 20%).

**Volume 2016 des transactions en sardex :** 70 millions d'euros.  
**Entreprises dans le réseau :** 3 500.  
**Contribution à la croissance :** 0,3 point de PIB.  
**Vitesse moyenne de circulation d'un sardex :** 12 échanges par an (contre 1,5 pour l'euro).

➔ C'est peu de dire que le sardex, monnaie complémentaire d'échange entre entreprises lancée en 2010, a aidé l'économie locale, alors que frappait une crise parfaitement injuste. Parce qu'au cœur du capitalisme le marché des subprimes et la banque Lehman Brothers s'étaient effondrés, l'argent des banques avait fui cette périphérie devenue victime. Sans rien changer à la façon dont ils travaillaient, des entrepreneurs sardes sont brutalement devenus des « risques » bancaires. C'est le sort qu'a connu Stefano Loi, le restaurateur-promoteur : « *C'était absurde : on avait en Sardaigne des gens qui ne demandaient qu'à travailler et des besoins à satisfaire, mais on ne pouvait plus les faire se rencontrer, à cause des erreurs des banques. Sardex a permis de résoudre le problème.* »

Cachée à Serramanna, petite ville calme de 9 000 habitants, avec ses vieillards alignés sur des bancs et son campanile de style gothique catalan, la start-up de 50 salariés apporte à l'île quelque 0,3 point de PIB par an. « *Cela peut sembler peu, sauf si vous rapportez ce chiffre à la faible croissance locale* », commente Massimo Amato, professeur à l'université Bocconi de Milan. Surtout, Sardex a « relocalisé » une partie des échanges : dans les supermarchés entrés dans ce circuit, la part des produits frais sardes est ainsi passée de 18% à 36%.

Les fondateurs de Sardex, cinq jeunes hommes du cru, sont encore stupéfaits

par ce qu'ils ont accompli. « *C'est inimaginable. Quand on a commencé, on paraît sur un million d'euros d'échanges par an ; on va atteindre 70 millions cette année !* » s'agite Giuseppe (« Peppi ») Littera. Agé de 36 ans, surnommé en interne le « génie de la bande », cet homme, maigre comme un clou, est sans cesse en mouvement. Il n'aime pas trop les chiffres, mais enchaîne les fulgurances philosophiques, les rires potaches et les indignations sociales. Parfois il mélange les trois : « *On est dans une ère post-vérité. Regardez les gens : ils ont à la main des ordinateurs plus puissants que ceux qu'avait la Nasa pour aller sur la Lune, et ils s'en servent pour faire des selfies !* »

Aucun des cinq n'a fait d'études d'économie, mais cela ne les a pas empêchés d'inventer une monnaie. A la différence d'autres monnaies complémentaires, qu'on « achète » avec des euros, celle-ci a sa propre dynamique. Elle est créée ex nihilo, elle se développe naturellement ; elle est vivante.

De fait, la masse monétaire libellée en sardex ne cesse de gonfler. « *Entre 2010 et 2015, le marché a triplé tous les ans* », résume Amato. Pour ce spécialiste des monnaies complémentaires, le sardex est la plus performante. Elle surpasse même, dit-il, son modèle initial, le WIR suisse, une des stars du film « Demain » : créé après la crise de 1929, le réseau WIR a récemment fondu d'un tiers et s'est peu ou prou transformé en banque.

Comment fonctionne le sardex ? Une plaisanterie d'économiste dit : « *Si quelqu'un t'explique comment marche la monnaie et si tu as l'impression d'avoir compris, c'est qu'il te l'a mal expliqué.* » Attablé dans le restaurant Enò, à Cagliari, le professeur Paolo Dini, de la London School of Economics, tente toutefois sa chance : « *Quand une banque prête, elle crée de la monnaie. Ce que Sardex fait, c'est donner ce pouvoir directement aux entreprises : il organise entre eux une relation sociale de crédits et de débits basée sur la confiance. J'achète quelque chose que tu as, par exemple cette tasse de café. Si tu as confiance, tu me fais crédit. Je peux écrire sur un bout de papier "je dois 10 euros" : c'est de la monnaie. Sardex fonctionne ainsi, sauf qu'il n'y a pas de bout de papier : il n'y a que des comptes, qu'on débite et crédite sur son smartphone.* »

Au départ, lorsque vous entrez dans le réseau Sardex (ce qui vous coûte ➔



Roberto Montis, 41 ans, menuisier, utilise Sardex depuis un an. Son chiffre d'affaires a triplé.



Au siège de Sardex, à Serramanna. Le credo du réseau : « Changer la façon dont on fait du crédit dans le monde entier. »

➔ quelques centaines d'euros par an, selon la taille de votre activité), votre solde est de zéro. Si vous achetez quelque chose à une autre entreprise du réseau, votre compte devient négatif (et, techniquement, de la monnaie est alors créée). Aucun intérêt n'est prélevé pour ce « découvert » : votre seule obligation est de sortir du rouge, en vendant à votre tour quelque chose en sardex, dans un délai raisonnable (douze mois). Si vous avez besoin d'un bien ou d'un service précis, vous pouvez téléphoner à l'un des 16 « brokers » de Sardex, qui connaissent bien le réseau des 3 500 membres et qui vous aideront à le trouver. Ainsi l'ensemble des comptes du réseau s'équilibre : Sardex fonctionne comme une chambre de compensation entre des crédits et des débits. Seules les entreprises ont accès au réseau, mais elles peuvent distribuer des sardex à leurs employés, en complément de salaire.

Les fondateurs de Sardex, même s'ils affichent une modestie toute sarde, ont du mal à cacher leurs ambitions : ils rêvent de changer la façon dont fonctionne le capitalisme, pas moins. « *Le sardex, ce n'est pas qu'un échange financier, c'est un échange social. Il donne de la valeur à l'homme. Ce qu'on a fait en Sardaigne, cela peut être fait partout ailleurs. On s'y emploie* », assure le patron, Roberto Spano. « *Nous allons résoudre les problèmes liés à la distribution de crédit dans le monde entier. Nous avons inventé un système de crédit amical, sans intérêts,*

sans délais de paiement », renchérit le directeur financier, Cesare Ravaglia (peu de femmes dans cette histoire sarde...).

En deux ans, s'étendant comme un feu de brousse, le réseau Sardex a fait une dizaine de petits en Italie, des clones dont Sardex SPA est actionnaire : en Vénétie (Venetex), Emilie-Romagne (Liberex), Campanie (Felix), dans les Abruzzes (Abrex), dans le Molise (Samex), dans les Marches (Marchex), en Ombrie (Umbrex) ou dans le Piémont (Piemex) et le Latium (Tibex) ou encore la Lombardie (Linx) ou la Sicile (Sicanex)... en attendant la vallée d'Aoste (le Valdex). Sardex est derrière tous ces projets, procure la plateforme technique, participe au capital. Prochaine étape : l'international. Des contacts sont noués pour des projets en Equateur, au Kenya, en Grèce... Ces Sardes ont la conviction qu'ils ont déclenché une petite révolution et ne s'étonnent pas de voir défiler dans leur île des universitaires du monde entier et des émissaires de gouverne-

**EN DEUX ANS,  
S'ÉTENDANT COMME  
UN FEU DE BROUSSE,  
LE RÉSEAU SARDEX A FAIT  
UNE DIZAINE DE PETITS  
EN ITALIE.**

ments (y compris une mission interministérielle française) ou de la Banque européenne d'Investissement.

Les autorités encouragent l'expérience, car elle renforce très clairement le tissu local. « *Sardex, c'est à la fois Facebook, parce que c'est un réseau d'amis, LinkedIn, parce que c'est un réseau professionnel, et Google, parce qu'on y cherche ce dont on a besoin* », résume George Iosifidis, spécialiste des réseaux du futur au Trinity College de Dublin. L'Etat y gagne en recettes de TVA. Et puisque l'accumulation des sardex ne rapporte rien, on les dépense illico : la monnaie circule huit fois plus vite que les euros ! « *Ce qui fait huit fois plus de TVA* », s'amuse Cesare Ravaglia.

L'aventure de Sardex a commencé il y a une dizaine d'années dans un appartement de la ville universitaire de Leeds, en Angleterre. Piero Sanna et Giuseppe Littera, originaires de Serramanna, y suivent des études. Un jour, Piero hurle : « *Viens voir cela, Peppi ! C'est incroyable.* » Tout excité, il lui montre une vidéo, vaguement conspirationniste, sur la façon dont fonctionne la monnaie. Comme beaucoup d'autres avant eux, les deux amis découvrent que ça ne marche pas du tout comme ils l'imaginent : la monnaie est créée par les banques à partir de rien, d'un courant d'air, à chaque fois qu'elles accordent un prêt. Ce ne sont pas les dépôts bancaires qui « font les crédits », mais l'inverse : les crédits font les dépôts... Les deux jeunes Sardes

se prennent de passion pour les questions monétaires. « *C'est comme une tique. Une fois que vous l'avez attrapée, impossible de vous en défaire* », raconte Giuseppe Littera. Les deux compères vont lire des tonnes de livres et d'études sur le sujet, passer des heures à la bibliothèque, fouiller les moindres recoins d'internet pour comprendre.

Après l'obtention de son diplôme, de retour à Serramanna avec Piero, Giuseppe enrôle Carlo Mancosu, son ami d'enfance, et Gabriele Littera, son frère, pour monter un projet fou : une nouvelle monnaie, complémentaire à l'euro, pouvant donner de l'oxygène à l'économie locale. Mordu d'informatique, Giuseppe conçoit le premier site. Ils fondent une société commerciale plutôt qu'une association (« *pour être plus crédibles auprès de nos interlocuteurs* ») et attendent que l'internet à haut débit arrive dans leur village pour se lancer, en janvier 2010. Persuadés d'avoir trouvé la pierre philosophale, ils attendent alors que des entreprises se précipitent. Mais rien ne se passe. Les cinq fondateurs (ils ont été rejoints par Franco Contu) décident « *d'aller serrer des mains* », de démarcher des entreprises. Après deux mois d'efforts, de stress, d'abattement parfois, ils parviennent à convaincre le patron d'une entreprise vendant des matériaux de construction. Conquis, ce dernier signe un chèque. Puis demande : « *Bon. Quelles entreprises y a-t-il dans le réseau ?* » Giuseppe se voit encore lui répondre, un peu

## EN FRANCE, UN DÉVELOPPEMENT LIMITÉ

**Les monnaies complémentaires existent depuis les années 1930, mais elles ont fleuri avec internet et la géolocalisation des commerces : on en compte plus de 4 000 dans le monde. Le modèle le plus répandu est celui des LETS (local exchange trading systems), un système de crédit mutuel qui a été imaginé en 1983 au Canada, dans une ville qui connaissait alors 40% de chômage, Courtenay. Le sardex s'inscrit dans cette filiation. En France, il existe deux familles, mais chacune est limitée par le droit : – les SEL (systèmes d'échange local) permettent aux citoyens de proposer des services : jardinage contre cours d'anglais, par exemple. Le premier des SEL a été créé dans l'Ariège en 1994, et leur nombre a augmenté après la crise de 2008. On en compte plus de 600, souvent anecdotiques.**

embarrassé : « *Euh, la vôtre.* » Au bout de quelques mois, 100 entreprises ont adhéré. Aujourd'hui, elles sont 3 500 : avocats, restaurants, comptables, sociétés de construction, commerçants...

Sardex a d'abord levé 150 000 euros en 2011 auprès d'une société de capital-

**Les entreprises marchandes ne peuvent y participer. La mesure est parfois l'heure (une heure de cours de droit = une heure de bricolage) ; – les monnaies locales en billets (souvent soutenues par les collectivités). On obtient des billets contre des euros, qui sont déposés dans un fonds de réserve. Il n'y a pas de création monétaire. Ces monnaies sont utilisées dans un réseau partageant les mêmes valeurs (écologiques, éthiques, etc.). Exemples : eusko du Pays basque (400 000 € convertis), roue de Provence, sol-violette de Toulouse. Une société coopérative du Tarn vient de lancer le coopek, dont l'ambition est de couvrir la France. Paris se prépare à lancer sa monnaie. Nom provisoire : la « seine ».**

A lire : « *Réinventons la monnaie !* », par B. Lietaer et J. Dunne, Editions Yves Michel, 2016 ; « *Repenser la monnaie* », par Marie Fare, Editions Charles Léopold Mayer/Institut Veblen, 2016 ; « *Réinventer la monnaie* », dossier d'« Alternatives économiques », mai 2016.

risque, et vient de lever 3 millions d'euros pour poursuivre l'aventure. Mais elle continuera à être pilotée de Serramanna, au milieu des artichauts et des moutons. Une question de loyauté au projet initial. « *Ce n'est pas Palo Alto, mais au moins c'est connecté à internet...* » ■



# 3

## Drôle d'endroit pour une rencontre

**Vendredi 18 novembre à 22h50**

L'émission culturelle qui s'installe  
là où vous ne l'attendez pas.

EOBS